

Perspectives

N°25/233 - 7 août 2025

Crypto – Digital Chamber, l'autre pouvoir

- Aux États-Unis, le lobby crypto bénéficie d'un contexte particulièrement porteur.
- Au cœur des allées du pouvoir, The Digital Chamber circule, s'active, s'impose.
- Ce groupe d'influence multiplie les initiatives pour peser sur la législation, épaulée par une douzaine d'organisations pro-crypto.
- En toile de fond, leur activisme effréné révèle des liens étroits avec les affaires familiales du président Trump.
- Des conflits d'intérêts émergent, alors que l'argent coule à flot.

Fer de lance

Sous la deuxième administration Trump, investie en janvier 2025, et fort d'un Congrès plus réceptif aux enjeux des actifs numériques, le lobby crypto américain connaît depuis quelques mois un contexte particulièrement porteur.

En tant que fer de lance de cet univers influent, l'association The Digital Chamber (la TDC)¹ s'est imposée depuis 2024 comme l'un des principaux groupes d'influence du secteur des cryptoactifs aux États-Unis. Fondée en 2014, elle s'est implantée sur K Street, l'épicentre du lobbying à Washington, pour défendre bec et ongles les intérêts de l'industrie de la blockchain et des cryptomonnaies auprès des pouvoirs publics.

La TDC, aux côtés d'autres groupes comme la Blockchain Association, le Crypto Council for Innovation ou encore la toute récente National Cryptocurrency Association, a, depuis janvier, largement intensifié son action pour influencer les nouvelles orientations réglementaires pro-crypto portées par la Maison-Blanche.

C'est dans ce contexte qu'en mars 2025, l'emblématique Perianne Boring, fondatrice de l'institution, a transféré ses pouvoirs de direction générale à son président Cody Carbone. Sa mission : passer d'une posture défensive à une stratégie offensive pour peser radicalement dans cette nouvelle ère favorable aux cryptoactifs.



Depuis, la TDC, avec d'autres lobbies, redouble donc d'initiatives pour influencer la législation américaine. Leurs activités et positions ne font cependant pas l'unanimité et suscitent parfois des critiques virulentes.

Influence

Presse américaine, responsables politiques, observateurs indépendants relaient et commentent les prises de position de la TDC avec des tonalités contrastées allant du relais neutre de ses communiqués à des analyses plus hostiles. Certains dénoncent régulièrement son lobbying intensif et son influence politique pointant d'éventuels **conflits d'intérêts**.

Des analystes soulignent par ailleurs que la TDC n'est pas une association isolée. Elle fait partie d'une véritable armada de lobbies crypto faisant le siège de Washington.

¹ Anciennement *Chamber of Digital Commerce*.





Face aux positions strictes en matière de cryptomonnaies de l'ère Biden, le Washington Post observe² qu'à l'approche des votes cruciaux de juillet³, ces lobbies ont déclenché une intense campagne de pression afin d'obtenir une supervision plus souple du secteur, témoignant de l'omniprésence de groupes comme la TDC dans les couloirs du pouvoir.

Cette prolifération des groupes d'influence est critiquée, y compris au sein même de leur cercle. En avril 2025, un article de CoinDesk⁴ notait l'existence d'une **bonne douzaine d'organisations pro-crypto actives** auprès des décideurs américains, partageant bien souvent adhérents, financements et objectifs.

EXEMPLE DE GROUPES DE PRESSION À L'ŒUVRE AU CAPITOLE EN 2025	Nombre de lobbyistes	Dépenses 1er semestre (K\$)
Coinbase	34	2 130
Blockchain Association	10	960
Foris DAX (Crypto.com)	13	940
Ripple	15	840
Crypto Council for Innovation	14	458
DeFi Education Fund	12	310
Digital Chamber	11	176
Coin Center	2	170
Cedar Innovation Foundation	3	130
Total	114	6 114

Sources: Opensecrets, Crédit Agricole S.A./ECO

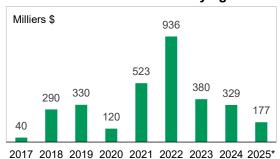
Certains d'entre eux admettent en privé que le terrain est très largement encombré, voire saturé, et qu'il est difficile de justifier autant d'entités distinctes⁵ tirant dans le même sens auprès des mêmes élus. Leurs détracteurs y voient la preuve d'un activisme politique disproportionné et riche d'argent, cherchant à noyer les décideurs sous le discours de l'industrie.

Selon le média d'investigation indépendant Sludge, les dépenses de lobbying de l'industrie crypto atteignent des sommets historiques. L'industrie des cryptoactifs aurait en effet dépensé plus de **18,4 millions de dollars** en lobbying fédéral au cours du seul premier semestre 2025, un record⁶.

« Les lobbyistes de l'industrie des cryptomonnaies ont inondé le Capitole ce mois-ci pour faire passer leurs principales priorités législatives. » Sludge – Juillet 2025

Bien qu'elle ne soit pas la plus dépensière à ce niveau, la TDC contribue évidemment à ce déploiement de moyens pour défendre des projets de loi favorables aux cryptomonnaies.

Montant total des dépenses annuelles de la TDC consacrées à ses activités de lobbying



Sources : Opensecrets, Crédit Agricole S.A./ECO. (*) Année en cours

Conflits d'intérêts

Depuis quelques mois déjà, des voix s'élèvent pour dénoncer les liens étroits entre les initiatives défendues par le lobby crypto et les intérêts privés de responsables au pouvoir, en particulier ceux de la famille Trump.

Dès 2023, des figures politiques s'inquiétaient déjà du niveau d'influence particulièrement élevé du monde de la cryptosphère. La sénatrice démocrate Elizabeth Warren dénonçait ainsi à l'époque la stratégie des leaders de l'industrie des actifs numériques consistant à recruter d'anciens hauts fonctionnaires, une proximité que certains assimilent à un trafic d'influence institutionnalisé⁷.



² Article du 22 juillet 2025 House passes first major regulation for crypto

³ Du 14 au 18 juillet 2025, vote de trois projets de loi majeurs concernant les cryptomonnaies (CLARITY Act, GENIUS Act et Anti-CBDC Surveillance State Act).

⁴ Article du 14 mai 2025 U.S. Crypto Lobbyists Flooding the Zone, But Are There Too Many?

⁵ Parmi elles, citons également le Bitcoin Mining Council, le Bitcoin Policy Institute, le DeFi Education Fund, la Government Blockchain Association, la National Cryptocurrency Association, le Satoshi Action Fund, le Solana Policy Institute ou encore Stand With Crypto.

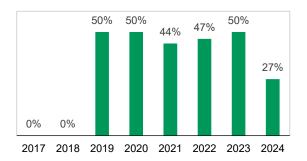
⁶ Article Sludge du 23 juillet 2025 Crypto Industry Is Spending More on Lobbying Than Ever

⁷ Une pratique courante aux États-Unis connue sous le terme de revolving door. Cette pratique, qui renvoie l'image d'un va-et-vient d'une porte tournante, consiste, pour des responsables publics, des membres du Congrès ou leurs collaborateurs, à rejoindre des cabinets de lobbying ou des entreprises privées qu'ils supervisaient auparavant. Ces personnes sont désignées sous le nom de revolvers. À l'inverse, ceux qui passent du secteur privé à des fonctions publiques sont parfois appelés reverse revolvers.



Warren accusait ce recyclage dans le privé d'être utilisé pour contrecarrer les efforts des législateurs visant à lutter contre l'utilisation des cryptomonnaies dans le financement des groupes terroristes. Ce reproche visait à l'époque notamment la **Blockchain Association**⁸ qui défendait le secteur contre ces attaques avec le soutien de 40 anciens responsables militaires, experts en sécurité nationale et en renseignement.

Pourcentage de lobbyistes de la TDC ayant auparavant occupé des postes au sein du gouvernement



Sources: OpenSecrets, Crédit Agricole S.A./ECO

Pour en revenir à la TDC, des critiques estiment que l'association confond l'intérêt général avec l'agenda et le portefeuille de ses membres. L'angle le plus commenté est certainement celui de l'USD1, un stablecoin dollar⁹ émis par World Liberty Financial. Cette plateforme de finance décentralisée pensée, créée par et pour le clan Trump va indubitablement profiter des nouvelles lois sur les jetons numériques cryptographiques indexés au dollar et plus largement aussi sur la clarification des règles en matière de cryptomonnaies. Des avancées que soutient activement la TDC.

En mars 2025, la TDC a ainsi été critiquée pour avoir offert une tribune directe aux affaires crypto des Trump. Lors de son DC Blockchain Summit¹⁰, l'invitation de Donald Trump Jr. comme intervenant vedette a choqué certains observateurs indépendants.



Crédit: American Banker

Aidé par Zach Witkoff¹¹, le fils du président, présent en visio, y a fait la promotion de l'USD1¹², immédiatement suivi sur scène par le sénateur **Tim Scott** et le représentant **French Hill**, deux législateurs invités pour défendre la loi sur les stablecoins alors en gestation.



Crédit : Sénat américain

Cette séquence illustre bien les liens étroits qui se devinent derrière les objectifs du lobby crypto et les affaires familiales du président. Ici, la TDC apparaît comme une courroie de transmission entre acteurs privés crypto et un pouvoir politique acquis à leur cause dont on peut se demander s'il agit en toute impartialité.



⁸ Mais aussi Coin Center et Coinbase.

Un stablecoin est une cryptomonnaie dont la valeur est liée à celle d'un actif de référence (devise, matière première...). Cet adossement vise à limiter la volatilité inhérente aux cryptoactifs, offrant ainsi une plus grande stabilité de valeur et facilitant leur usage pour les transactions financières.

¹⁰ Conférence annuelle organisée par ses soins où se retrouvent leaders du secteur et personnages influents de la cryptosphère. En 2025, s'y sont pressés Michael Saylor de MicroStrategy, Richard Teng de Binance, Paolo Ardoino de Tether, ou encore Zachary Folkman de World Liberty Financial.

Zach Witkoff est un homme d'affaires américain, vice-président du développement du groupe immobilier Witkoff et cofondateur de la société de cryptomonnaie World Liberty Financial. Son père, Steve Witkoff, est l'émissaire de Donald Trump pour les affaires du pays au Moyen-Orient et en Russie

Il y a aujourd'hui quelques 2,16 milliards d'unités de ce jeton numérique d'ordre cryptographique en circulation.



Plus tard, en mai, l'infatigable Elizabeth Warren et le sénateur démocrate de l'Oregon, Jeff Merkley, avertissaient le Sénat d'une transaction problématique entre MGX et Binance la qualifiant de « conflit d'intérêts d'une ampleur considérable ». Le fonds d'investissement émirati MGX prévoyait en effet à l'époque d'investir 2 milliards de dollars dans la plateforme d'échange Binance via un montage financier impliquant le stablecoin des familles Trump et Witkoff.

Dans leur lettre, les deux élus soulevaient l'hypothèse selon laquelle désormais des puissances étrangères pourraient être tentées, et à tout le moins sans y être dissuadées, de s'attirer les bonnes grâces du président en utilisant son stablecoin.

« Cette révélation intervient alors que le Sénat s'apprête à voter la loi GENIUS¹³, laquelle ne prévoit aucune restriction [visant à empêcher] des États étrangers de chercher à s'attirer les faveurs du président Trump en utilisant son stablecoin pour lui transférer des fonds. » Lettre officielle du 5 mai 2025

Un mélange des genres explosif entre politique, affaires et sécurité nationale!

United States Senate WASHINGTON, DC 20510

May 5, 2025

Jamieson Greer Acting Director U.S. Office of Government Ethics 250 E Street, SW, Suite 750 Washington, DC 20024

We write to request an urgent inquiry into a billion-dollar business deal involving the state-backed Emirati investment firm MGX, crypto exchange Binance, and World Liberty Financial (WLF) that is poised to enrich President Trump and his family, as well as the family of Special Envoy to the Middle East Steve Witkoff. The deal, if completed, would represent a staggering conflict of interest, one that may violate the Constitution and open our government to a startling degree of foreign influence and the potential for a quid pro quo that could endanger national security. The news comes as the Senate is getting ready to vote on the GENIUS Act—which contains no restrictions to bar elected officials and their families from owning, buying, selling, or otherwise participation is able to be a superior property foreign countries from otherwise participating in stablecoin business ventures or prevent foreign countries from currying favor with President Trump by using his stablecoin to funnel money to him.

Reports of the deal indicate that MGX plans to invest \$2 billion in Binance using WLF's recently announced stablecoin, USDL' WLF is a cryptocurrency company backed by President Trump and his family. Mr. Witkoff, meanwhile, "helped spearhead" the launch of WLF, and his son, Zach Witkoff, co-founded the company. This arrangement means that WLF could be used as a backdoor for foreign kickbacks and bribes. By selecting USD1 to complete the MGX-Binance deal, MGX will likely indirectly pay the Trump and Witkoff families hundreds of millions of dollars. In addition, World Liberty Financial will be able to reap returns on any investments it makes with the \$2 billion deposit. The Trumps and Witkoffs, in essence, are receiving a cut of the deal between an entity of a foreign ogvernment. MGX, and a private entity. Bisance with the deal between an entity of a foreign government, MGX, and a private entity, Binance, with significant business before the U.S. government. This creates the potential for significant conflicts of interest.

The profiles of the companies involved in this deal - Binance and MGX - make the concerns about this gross abuse of the public trust even more alarming. Binance settled criminal charges with the Department of Justice in 2023 and agreed to pay a \$4 billion penalty. Its founder went Plus tard dans l'année, à son adoption par la Chambre des représentants, le GENIUS Act a, sans surprise, provoqué une levée de boucliers en particulier chez les démocrates.

Dans un article daté du 22 juillet, le Washington Post soulignait que si le texte selon ses partisans visait à protéger les consommateurs, il ne comportait, selon ses détracteurs, républicains et démocrates confondus, aucun garde-fou contre la corruption, certains pointant du doigt les intérêts personnels de Trump dans le secteur des cryptoactifs et les risques de dérives associés.

« Ce qui ressort plus que tout le reste, c'est que le président est clairement en situation de conflit d'intérêts. C'est la corruption dans sa forme la plus pure. »

Maxine Waters, représentante démocrate de Californie à propos du *GENIUS Act* – Juillet 2025

Posture gagnante

De manière générale, on peut tout de même reprocher à The Digital Chamber une posture idéologique biaisée vis-à-vis de la réglementation des cryptoactifs. Une posture soudainement devenue gagnante avec le retour de Trump aux affaires.

La TDC défend depuis des années une approche qualifiée de pro-innovation. L'influent lobby s'est toujours plaint de l'excès de zèle des régulateurs et du gendarme financier. Elle a constamment appelé à des règles sur mesure pour les actifs numériques plutôt qu'à l'application stricte du cadre financier existant. Sous la précédente administration, celle de Biden, l'association avait fustigé la stratégie de la SEC consistant à réguler le marché des actifs numériques à grands coups de sanctions.

En 2025, avec un exécutif sans surprise tout acquis à sa cause, la TDC soutient avec d'autres et sans réserve l'agenda promis par Donald Trump. Celui-ci s'est engagé à faire des États-Unis « la capitale mondiale des cryptomonnaies » après les avoir tant décriées, et sa Maison-Blanche reprend depuis largement à son compte le discours de toute une industrie.

Un rapport fédéral publié en juillet 2025¹⁴, qualifié de « bible réglementaire » par la TDC elle-même, recommande la quasi-totalité des mesures réclamées de longue date par le lobby crypto¹⁵.

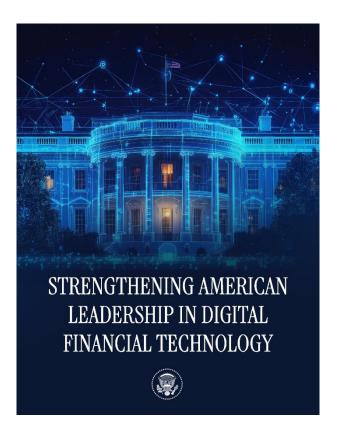


Loi sur les stablecoins.

President's Working Group on Digital Asset Markets.

Clarification législative entre jetons numériques et titres financiers, création de bacs à sable réglementaires, frein aux initiatives anti-crypto, interdiction d'un dollar numérique de banque centrale ...





Certains voient, dans cette feuille de route impressionnante de 166 pages, une dérégulation partielle déguisée en clarification pro-innovation, profitant surtout aux initiés des cryptomonnaies.

« Si elles étaient mises en œuvre par les législateurs et les régulateurs, ces recommandations reviendraient à offrir sur un plateau à l'industrie des cryptomonnaies, qui a dépensé des centaines de millions de dollars pour influencer les élections législatives de 2024, pratiquement tout ce qu'elle réclamait sous l'administration Biden. »

Wired - Juillet 2025

Une situation dont l'association The Digital Chamber se félicite publiquement.



¹⁶ Un fork se produit lorsqu'une blockchain change sa façon de fonctionner. Les forks de type hard fork divisent généralement la blockchain, ce qui entraîne en conséquence la création d'une nouvelle cryptomonnaie.

L'ONG militante Accountable accuse ainsi Trump, et de fait ses alliés, de vouloir « démanteler les garde-fous qui protègent les investisseurs américains » et ceci pour « se remplir les poches ».

« Soyons clairs, le rapport publié aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une liste de souhaits de l'industrie déguisée en politique gouvernementale. »

Accountable.US - Déclaration du 31 juillet 2025

De même, la rhétorique adoptée par la TDC et la Maison Blanche est jugée par de nombreux observateurs comme ouvertement idéologique. Ce rapport du gouvernement soutient par exemple que l'approche de l'administration Biden en matière de cryptomonnaie s'est caractérisée par des excès réglementaires contraires à la tradition américaine d'accueil des nouvelles technologies.

Quelques lignes plus loin, le document vante l'élection de Trump comme un *hard fork*¹⁶ salvateur mettant fin à une chaîne de mauvaises décisions au profit d'une politique favorablement plus engagée.

Ce langage de spécialistes de la blockchain révèle une vision partisane où toute réglementation est potentiellement qualifiée d'anti-innovation.

Bruit et dollars

En fer de lance idéologique d'un assouplissement réglementaire maximal pour les cryptomonnaies, les prises de position de la TDC ont fait l'objet en 2025 d'une couverture médiatique contrastée aux États-Unis.

La presse nationale, grands journaux, médias économiques ou politiques, en ont largement rendu compte, souvent en replaçant les déclarations de la TDC dans le contexte plus large du débat crypto et en y opposant des analyses critiques. À l'inverse, certaines publications locales ou spécialisées ont relayé de façon plus neutre, voire favorable, les messages du lobby, se contentant parfois de reproduire les arguments de l'association ou de souligner les retombées positives attendues.

Lors de la couverture de la *Crypto Week*¹⁷, les médias américains ont largement mentionné le **rôle central des groupes d'influence comme la TDC dans l'élaboration des projets de loi** sur les cryptoactifs et le vote bipartisan du *GENIUS Act*¹⁸, décrivant de manière imagée les **couloirs du Capitole tapissés de lobbyistes crypto**. Même des médias spécialisés crypto comme CoinDesk,



La Crypto Week aux États-Unis, qui s'est tenue du 14 au 18 juillet 2025, est une période dédiée au Congrès américain pour examiner et voter trois

projets de loi majeurs concernant les cryptomonnaies (CLARITY Act, GENIUS Act et Anti-CBDC Surveillance State Act)

^{8 308} élus de tout bord contre 122 ont voté cette loi.



généralement considérés comme proches du secteur, intègrent une part de ce regard critique. Globalement, une partie de la presse américaine aura donc mis en lumière les controverses suscitées par ces lois pro-crypto.

Cette façon d'exposer les deux faces des débats au Congrès, avec d'un côté des élus enthousiastes clamant la modernisation financière, et de l'autre des sceptiques dénonçant toute sorte de dérives, illustre une couverture nationale globalement équilibrée.

Cette dualité reflète bien les controverses qui entourent la TDC en 2025, symbole pour les uns d'un nécessaire effort de modernisation économique, et pour les autres d'un lobbying débridé à l'extrême limite de l'éthique publique.

Des lobbies qui se préparent déjà à participer par l'argent aux prochaines élections de mimandat, une influence illustrée par les 52 millions de dollars d'ores et déjà levés par le Super PAC Fairshake¹⁹ au cours du premier semestre!

Consultez mes publications en accès libre sur Internet :

Date	Titre
28/07/2025	Fintech Outlook S1 2025 - Surchauffe
07/07/2025	Bitcoin, Acorns à la croisée des chemins
17/06/2025	À Money20/20, interopérabilité, IA agentique et stablecoins entrent en collision
12/05/2025	Revolut, l'obscure clarté
15/04/2025	Bitcoin, les fermes de la discorde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille **Rédacteur en chef** : Romain Liguard

Documentation: Elisabeth Serreau - Statistiques: Datalab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty
Contact : <u>publication.eco@credit-agricole-sa.fr</u>

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet: https://etudes-economiques.credit-agricole.com/ iPad: application Etudes ECO disponible sur App store Android: application Etudes ECO disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.

⁹ Véhicule collectant des fonds privés dont la mission est de construire un soutien durable pour l'innovation crypto et blockchain lors des cycles

